

## LES POPULATIONS DE RÉGIONS MITOYENNES AFFLUENT EN MASSE

# In Salah ne décolère pas

**Au sixième jour de la manifestation, les populations des régions mitoyennes affluent en masse à In Salah, où des milliers de citoyens manifestent en famille contre le gaz de schiste.**

Les renforts sécuritaires continuent d'arriver dans la région, et la RN1 a été encore une fois coupée à la circulation.

Mis à part les grands renforts sécuritaires déployés aux portes d'In Salah, et qui donnent l'image d'une avant-bataille, des sources locales affirment que la situation est plutôt calme en ville où la population manifeste pacifiquement et en famille. Par contre sur la RN1, qui a été à nouveau coupée à la circulation, la situation est plus ou moins tendue.

Des protestataires ont immobilisé sept camions de transport de carburant, selon nos sources. Entre-temps, des populations en provenance de localités mitoyennes à



La population d'In Salah manifeste pacifiquement.

l'exemple d'Inghar, à 65 km d'In Salah où le chef de daïra a été également chassé de la ville, continuent d'affluer. Aussi, d'autres villes dépendant de la wilaya d'Adrar, en

l'occurrence Tit, Aoulef et Akebli, qui se situent approximativement à 120 km du lieu de la manifestation.

Le fait nouveau, révèlent nos sources, est le soutien du mouvement touareg «Mefrat» de Tamanrasset à la population d'In Salah. Quelques dizaines de personnes sont arrivées hier, à bord de deux bus, dans la région pour se joindre à la manifestation. La grève générale perdure, commerces et offices publics et privés demeurent à l'arrêt. Les écoliers n'ont toujours pas rejoint leurs bancs d'école.

Le wali de Tamanrasset, qui selon nos sources, aurait signé une réquisition pour une intervention qui devait avoir lieu hier, a été sommé par sa hiérarchie de rester sur place, à In Salah. «Les autorités publiques hésitent encore à intervenir de peur que la colère ne se propage dans d'autres régions du sud», concluent nos sources.

M. M.

## ABBAS BOUÂMAMA, SÉNATEUR RND DE TAMANRASSET :

# «J'ai attiré l'attention de Sellal il y a une année»

**Le Soir d'Algérie : Que vous inspirent les événements d'In Salah ?**

**Abbas Bouâmama :** La situation m'inquiète au plus haut point. Je la redoute dans le sens, où six jours après le début de la contestation, le gouvernement n'a pas encore bougé. Si jamais il y a dérive, nous tenons le Premier ministre Abdelmalek Sellal, pour le principal responsable.

Car nous avons attiré son attention il y a plus d'une année sur l'inquiétude de la population du Sud quant au projet d'exploitation du gaz de schiste.

De ma tribune au parlement je l'ai interpellé lors de son passage devant le Sénat, lui suggérant la nécessité de faire un travail de sensibilisation auprès de cette population.

**Qu'est-ce que vous avez plus précisément suggéré ?**

Il fallait expliquer ce projet aux habitants de la région et les rassurer sur les risques écologiques qu'ils soupçonnent. Les jeunes

du Sud sont aujourd'hui très conscients et à l'ère du temps. Il y a parmi eux des ingénieurs et techniciens supérieurs spécialisés dans plusieurs domaines, y compris celui des hydrocarbures.

Il fallait leur expliquer les techniques prévues pour mener à bien ce projet, et les prédispositions prises pour protéger l'environnement et surtout la nappe phréatique de la région.

Mais Sellal, a dû penser que j'intervenais, ce jour-là, pour le plaisir de parler. Aujourd'hui, il est trop tard, et la position de la population d'In Salah est mienne. Son opinion est souveraine, et je suis un représentant du peuple.

**Qu'est-ce qui a le plus provoqué la colère de la population ?**

C'est la visite en catimini du ministre de l'Energie avec ceux de l'Environnement et des Ressources en eau, pour l'inauguration du premier puits de gaz de schiste dans la région. C'

était une grande erreur, dans le sens où ils se sont dirigés de l'aéroport, droit vers le site de

forage, avant de refaire le même chemin. La population s'est sentie humiliée et déconsidérée. Le gouvernement n'a consacré à cet événement sensible que quelques minutes au journal télévisé de 20h. Il n'a pas joué son rôle.

**Les autorités publiques ont choisi la répression comme**

**mode opératoire, qu'en pensez-vous ?**

La répression est un comportement non responsable et inacceptable. Il fallait dialoguer avec la population, même si couper la route à la circulation n'est pas un comportement exemplaire. S'il y a une autre intervention des forces de l'ordre, ça sera une

grande erreur. La violence engendre la violence et il ne faut pas oublier qu'il y a maintenant des femmes et des enfants parmi les protestataires. Aussi, beaucoup de gens affluent d'autres régions mitoyennes pour se joindre aux manifestations.

**Entretien réalisé par M. M.**

## ÉVÉNEMENTS D'IN SALAH

# La classe politique dénonce

**La classe politique réagit aux événements d'In Salah dans la wilaya de Tamanrasset. Elle dénonce la répression qu'ont subie les protestataires contre l'exploitation du gaz de schiste dans cette région. Une répression devenue un «réflexe» du pouvoir.**



**Ali Benflis :** Pour Ali Benflis, les événements d'In Salah et de Tamanrasset reflètent une rupture «dangereuse» du dialogue social et de la nécessaire relation de confiance entre les gouvernants et les gouvernés. Rappelant que la décision de procéder à l'exploitation du gaz de schiste n'ait été soumise à un aucun débat ni à aucune concertation nationale, il indique que le gouvernement «a cru pouvoir procéder de manière unilatérale et autoritaire et se dispenser de l'explication et la consultation que requiert la sensibilité d'une telle décision».

Seulement, poursuit-il, «les événements d'In Salah ne sont que la conséquence directe et logique de ces pratiques et de ces comportements qui ne prennent en ligne de compte ni les mises en garde de l'expertise nationale, ni les préoccupations et les inquiétudes exprimées par les citoyens». Selon lui, ce sont précisément ces préoccupations et ses inquiétudes «légitimes» que le gouvernement aurait dû prévoir. «Il aurait dû s'employer à prévenir en se mettant à l'écoute de nos concitoyens et en s'acquittant à leur égard de son devoir d'explication et de persuasion», a-t-il ajouté.

**RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) :** Le RCD condamne avec la plus grande fermeté la répression qui s'abat sur les populations du Sud. Pour lui, le bilan «tragique» enregistré lors des protestations contre l'exploitation du gaz de

schiste dans la région d'In Salah n'est qu'une confirmation de l'impasse d'un système «autiste».

Des protestations qu'il a d'ailleurs, qualifiées de «légitimes». Soulignant la «marginalisation chronique» de ces populations, le RCD affirme que «le chômage massif des jeunes, les passe-droits et les promesses non tenues ne sont pas les seuls griefs à l'endroit d'un pouvoir pris dans le piège de sa fuite en avant». Il avertit ainsi sur «les périls qui pèsent sur la nation à cause d'une politique qui redistribue la richesse nationale en fonction des rapports de forces construits et entretenus par les clans au pouvoir», lit-on dans son communiqué. Le RCD estime que la stratégie de répression-corruption a fait son temps. «Seule une scène publique assainie et restituée à la transparence et à l'arbitrage citoyen peut éviter le pire à la nation».



### Mouvement

**Ennahda :** Le mouvement Ennahda appelle le pouvoir à abandonner sa politique pour l'exploitation du gaz de schiste qu'il considère comme n'étant pas une nécessité mais bien le résultat de pressions étrangères. Pour lui, les enfants



du Sud n'ont pas à payer les échecs du régime dans sa politique économique et de développement. Dans un communiqué, Ennahda estime que c'est aux pouvoirs publics d'endosser les responsabilités de toutes dérives à l'avenir.

Ry. N.

## EN GUISE DE SOLIDARITÉ AVEC LA POPULATION D'IN SALAH

# Les étudiants de Tamanrasset ont manifesté

Des centaines d'étudiants, filles et garçons, ont marché hier, dans la matinée, du centre universitaire de Tamanrasset au siège de la wilaya, pour apporter leur solidarité à la population d'In Salah. Des banderoles hostiles au lancement des premiers forages de schiste dans la région ont été portées haut.

Un rassemblement de plusieurs heures a été observé devant les locaux de la wilaya où une plateforme de revendications a été remise aux autorités locales.

Contacté, un des étudiants organisateur de la marche a déclaré : «Ce qui touche In Salah concerne toutes les régions du sud, qui s'inquiètent du devenir écologique de cette région du pays. Nous ignorons tout, de cette première expérience d'exploitation du gaz de schiste et nous ne voulons pas que cela se fasse au détriment de notre avenir et de celui des générations futures.

Notre manifestation va s'inscrire dans la durée, et ce, jusqu'à l'arrêt, de ce projet. In Salah a toute notre solidarité.»

M. M.